



HAL
open science

Le socialisme français peut-il être sauvé par ses maires ?

Mathieu Fulla

► **To cite this version:**

Mathieu Fulla. Le socialisme français peut-il être sauvé par ses maires ?. The Conversation France, 2020. hal-03392601

HAL Id: hal-03392601

<https://sciencespo.hal.science/hal-03392601>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le socialisme français peut-il être sauvé par ses maires ?

16 juin 2020, 22:47 CEST



Anne Hidalgo, maire de Paris et candidate à sa réélection, lors d'une réunion de campagne à l'Élysée-Montmartre, à Paris, le 26 février 2020. Joel Saget/AFP

Auteur



Mathieu Fulla

Agrégé et docteur en histoire, membre permanent du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), Sciences Po – USPC

Éclipsés par la crise sanitaire, les résultats du premier tour des élections municipales n'en sont pas moins intéressants pour réfuter deux idées reçues sur la vie politique française de l'après 2017.

Par-delà un taux d'abstention record largement imputable à la peur du Covid-19, ils ont mis en lumière la résilience de l'axe droite-gauche et rappelé que Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS) demeuraient les seules formations réellement implantées sur l'ensemble du territoire national.

Ces deux partis de gouvernement, fortement fragilisés par le « séisme » de l'élection présidentielle de 2017 et les résultats des dernières élections européennes, ont probablement vu leurs candidats sortants profiter de l'inclination des électeurs à la stabilité dans un contexte de crise. Les suffrages exprimés lors du premier tour témoignent, de manière plus profonde, d'une résistance du système partisan à l'onde de choc de 2017, même si celui-ci en est ressorti profondément reconfiguré.

Si la dynamique favorable aux candidats socialistes se confirme le 28 juin, ce scrutin municipal contredira une deuxième idée trop hâtivement affirmée par maints observateurs de la vie politique française, celle d'une disparition inéluctable du PS à très court terme. Grâce à ses mairies et, plus largement, à la force de frappe de ses élus locaux, ce dernier reste toujours en 2020 un acteur qui compte au plan national.

À la veille du premier tour, le politiste Rémi Lefebvre rappelait qu'en dépit de la forte érosion de ses positions, le parti demeurait la deuxième force municipale du pays, quatorze des cinquante villes les plus peuplées de France étant dirigées par un élu socialiste. Quoique considérablement affaibli, surtout au regard de la situation de 2012 lorsqu'il détenait tous les pouvoirs, du local au national, le PS semble en passe de remplir l'objectif modeste fixé par sa nouvelle direction : celui de conserver les grandes villes et villes moyennes épargnées par la sévère défaite de 2014.



Avec les municipales, le Parti socialiste reprend espoir en vue de 2022
europe1.fr/politique/avec...

Avec les municipales, le Parti socialiste reprend espoir en vue de 2022

Plusieurs villes dans le viseur, une union de la gauche qui ne se délite pas...
Les socialistes misent sur un second tour des municipales réussi pour bien
europe1.fr

10 1:20 PM - Jun 12, 2020

[See Europe 1](#) 's other Tweets

La probabilité de conquérir Nancy, Bourges et Saint-Ouen, de même que les victoires acquises dès le premier tour à Denain, Cahors ou Bourg-en-Bresse, ont même conduit le porte-parole du parti à se réjouir du « vrai retour politique » de sa formation.

Un enracinement local inscrit dans la longue durée

La capacité de résilience (relative) du socialisme municipal aux crises nationales traversées par le parti ne devrait pourtant pas surprendre ceux qui connaissent son histoire longue.

Depuis les premières conquêtes de la fin du XIX^e siècle, nombre de dirigeants et d'élus socialistes, qui sont souvent les mêmes, conçoivent la mairie comme un laboratoire d'expérimentation de politiques publiques originales et un lieu de formation à l'exercice du pouvoir pour ses cadres. Il est tout sauf anodin qu'au début des années 1920, le « père » de l'École nationale d'administration municipale (ENAM), disparu au début des années 1970 et depuis tombé dans l'oubli, ait été Henri Sellier, maire SFIO de Suresnes pendant 22 ans et figure emblématique du socialisme municipal de l'entre-deux-guerres.

Jusqu'aux années 1980, de bons résultats aux élections locales constituaient une condition de survie pour un Parti socialiste accédant rarement aux responsabilités nationales. L'objectif de conquête des mairies pour en faire des foyers de résistance au pouvoir central s'accordait en outre bien avec la culture de résistance à l'État portée par nombre de militants jusque tard dans le XX^e siècle.

Le parti socialiste, une véritable « social-démocratie municipaliste » ?

Peut-on néanmoins faire du PS une « social-démocratie municipaliste », comme l'affirmait Jean-Christophe Cambadélis, lors d'un entretien accordé à la revue *Esprit* en 2003 ?

L'élégance de la formule ne doit pas faire oublier son caractère discutable. Au cours de son histoire, le Parti socialiste français n'est jamais parvenu – à l'exception non négligeable de la fédération du Nord au sortir de la Seconde Guerre mondiale – à devenir un véritable parti de masse de types social-démocrate sur le modèle de ses camarades allemands, nordiques ou britanniques. L'accent mis par Jean-Christophe Cambadélis sur le municipalisme comme facteur central de la longévité du parti, touche en revanche plus juste.



Michel Rocard (à droite, devant), élu Premier secrétaire du PS, pose avec les membres du nouveau bureau politique du PS, Henry Weber, Jean Glavany, Manuel Valls, Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Paul Huchon, Jean – Luc Mélenchon et

En vidant les sections locales de ses militants – au premier chef ses employés municipaux – et en privant le parti de ressources financières et matérielles indispensables à son rayonnement, la perte de bastions historiques, comme Roubaix en 1983 ou Marseille en 1995, marque le déclin durable de son influence sur ces territoires.

Réciproquement, la conquête du Grand Ouest, notamment breton, qui s’amorce à partir des élections municipales de 1977, trouve une traduction presque immédiate dans les scrutins nationaux.

Le parallèle entre les municipales de 1959 et de 2020

Bien qu’estompée par l’exercice régulier des responsabilités gouvernementales depuis 1981, l’identité du PS demeure donc toujours profondément façonnée par le local. À l’image de la « vieille » Section française de l’Internationale ouvrière (SFIO) de Jean Jaurès et Léon Blum, ce parti de gouvernement est aussi un « parti des mairies », selon Rémi Lefebvre.

Léon Blum " de quoi est né le socialisme ? " 1938



« De quoi est né le socialisme ? », Léon Blum, 1938.

En observant sa situation actuelle, les historiens du socialisme songeront peut-être à la SFIO de 1959 préparant les premières élections municipales de la V^e République. Comme le PS après l’élection d’Emmanuel Macron et la proclamation par ce dernier d’un « nouveau monde », ce parti alors dirigé par Guy Mollet traversait une crise politique et identitaire profonde, aggravée par la naissance d’un régime que le général de Gaulle avait institué pour mettre fin – sans succès – à la « République des partis ».

À l’échelle des gauches, l’union demeurait un horizon lointain. Le Parti communiste, de loin sa plus puissante organisation après-guerre, se refusait – comme aujourd’hui La France insoumise (LFI) – à toute alliance, même tactique, et constituait une « contre-société » repliée sur elle-même.

Enfin, l'exercice malheureux du pouvoir en 1956-1957 où Guy Mollet, à la tête d'un gouvernement de coalition, échoua à ramener la paix en Algérie et couvrit l'usage de la torture, provoqua en 1958 une scission dans les rangs de la SFIO débouchant, deux ans plus tard, sur la naissance du **Parti socialiste unifié (PSU)**.

Cet affaiblissement du parti, directement induit par l'exercice du pouvoir, évoque par ses conséquences politiques le quinquennat Hollande. **Son crédit dans l'opinion est au plus bas** et il subit le départ d'une partie de ses troupes criant – à l'instar des fondateurs du mouvement Génération-s réunis autour de Benoît Hamon – à la trahison de l'idéal socialiste.

Alliances avec la droite et désunion de la gauche : l'exemple de la SFIO

L'analogie entre la SFIO des années 1960 et le PS actuel présente certes d'indéniables limites, qui s'expliquent principalement par les transformations de nos institutions républicaines et, plus largement, de la démocratie libérale occidentale depuis les années 1970. Elle fait toutefois sens si on l'envisage sous l'angle de la question municipale. En dépit de ses déboires, la formation de Guy Mollet demeurait une force avec laquelle compter grâce à la persistance de son enracinement **dans ses fiefs historiques** (Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône et Sud-Ouest).

Le prix de la résistance fut toutefois lourd à payer. Comme sous la IV^e République, il impliquait le maintien d'alliances locales avec la droite. Si ces dernières s'avéraient efficaces au plan électoral, elles accentuèrent la mauvaise réputation d'un parti fragile et de plus en plus « notabilisé », selon l'historienne **Noëlline Castagnez**. Les politiques gestionnaires promues par ses édiles alimentaient en outre une image d'immobilisme et constituèrent un frein à toute union de la gauche. Sans en être la seule cause, l'approche conservatrice et dépolitisée du local alors dominante contribua à la sclérose de la SFIO et à sa disparition en 1969.

Quel visage pour le socialisme municipal après 2020 ?

Le socialisme municipal ne prit pas toujours cette forme, même si la plupart des élus du PS tendent à la privilégier depuis 1981. Sans remonter aux années 1890 où Jules Guesde, un soir de victoire électorale, érigea Roubaix en « Mecque du socialisme », des campagnes municipales plus récentes ont contribué à dynamiser le projet national du parti. L'élection de 1977 en constitue peut-être l'exemple le plus emblématique. Elle permit l'installation d'une nouvelle génération d'élus – dont beaucoup furent battus en 2014 – à la tête de **nombreuses villes de plus de 50 000 habitants**. Elle accéléra également la professionnalisation du PS et légitima, aux yeux des dirigeants comme des militants, la stratégie de conquête du pouvoir national par **l'union de la gauche** fixée par François Mitterrand au congrès d'Épinay de juin 1971.

À la lumière de l'histoire longue du socialisme municipal, deux voies semblent aujourd'hui se dessiner pour le PS, bien qu'il soit toujours dangereux de s'aventurer sur le terrain de la prospective : celle de la continuité gestionnaire ou celle de la « **repolitisation** », à savoir la promotion d'une politique locale affirmant ouvertement son caractère socialiste et sa singularité par rapport à celle de ses adversaires de droite ou de gauche.

Par-delà la question – cruciale – des alliances, notamment avec le mouvement écologiste, cette « deuxième voie » pourrait évoquer le « socialisme de l'eau et du gaz », approche politique mise en œuvre par la SFIO dans les années 1900 bien analysée par l'historienne Patrizia Dogliani.

Celui-ci se fondait sur la municipalisation des services publics sous la forme de régies directes (eau, gaz, électricité), le développement conséquent de l'aide sociale publique et des investissements substantiels dans les équipements collectifs et l'école laïque. Cette approche socialiste du local contribua largement au succès de la SFIO dans les milieux populaires et, de manière plus profonde, à son enracinement durable dans le paysage politique républicain. En promouvant dans leur commune un avatar moderne de ce « socialisme de l'eau et du gaz », les élus PS pourraient donner une incarnation concrète au plaidoyer de leur parti en faveur d'un développement également respectueux des impératifs sociaux et écologiques. Premier jalon d'une (longue) marche vers la reconquête d'une audience nationale ?



[Parti socialiste](#) [histoire](#) [gauche](#) [Paris](#) [élections](#) [Anne Hidalgo](#) [municipalités](#) [maires](#) [Municipales 2020](#)